

## **Intervention de Geneviève Gaillard**

### **Ouverture du Colloque R.E.S.P.E.C.T. (Réseau d'Evaluation et de Suivi des Politiques Environnementales des Collectivités Territoriales)**

Je voudrais, en tout premier lieu vous remercier de votre présence nombreuse à ce premier colloque concernant l'évaluation des politiques environnementales des collectivités territoriales et vous dire, en qualité de présidente du réseau respect, à quel point mes inquiétudes sont levées quant à l'intérêt des collectivités sur ce thème. Même si, en raison de la grève SNCF quelques personnes n'ont pu venir, nous ne pouvons qu'être solidaire de ce mouvement, nous ferons en sorte que celles et ceux qui arriveront plus tard soient accueillis le mieux possible.

Je remercie aussi vivement la Ville de la Rochelle pour l'aide précieuse qu'elle nous a apportée et je salue son représentant, dans l'attente de recevoir vendredi son maire, Maxime Bono. Nous connaissons tous le travail effectué en matière d'environnement par Michel Crespeau et poursuivi par Maxime Bono et leurs équipes. Nous sommes heureux d'être ici.

Je remercie la région Poitou-Charentes pour sa présence en la personne de J-François Fontaine – Région Poitou-Charentes, qui à l'instar d'autres collectivités nous accompagne depuis le début de notre aventure, et qui, je l'espère continuera dans cette voie.

Je souhaite, J-François, qu'à l'issue de ces deux journées, tu puisses défendre notre simple fait d'exister et lever les interrogations que certains nouvellement élus peuvent avoir à notre sujet.

Je remercie aussi tous les partenaires qui se sont engagés résolument à nos côtés. Partenaires institutionnels avec le ministère de l'écologie, et la présence de Ch. Brodag demain est le témoignage de l'intérêt qu'il nous porte –mais aussi l'Adème qui a toujours été à nos côtés comme les Agences de l'eau Loire-Bretagne et Adour-Garonne. Enfin le comité 21 dont le président Eric Guillon nous honore de sa présence.

Je veux aussi remercier les partenaires privés : Dexia Crédit Local, Eco-emballage, EDF, GDF, la Lyonnaise des Eaux. Leur participation au-delà de l'aspect financier qu'elle représente, témoigne de l'intérêt porté au thème de notre colloque et certainement leur volonté – quelle que soit leur stratégie économique- d'avancer dans une plus grande transparence et un meilleur dialogue avec les collectivités de notre réseau.

Créé en 2000, à la suite d'un colloque organisé à Niort, mettant un terme au programme life sur les indicateurs et tableau de bord de l'environnement, mené avec l'Adème, l'ENACT, le ministère de l'environnement et quelques collectivités locales, notre association regroupe aujourd'hui une trentaine de collectivités locales, communes, agglomérations, pays, région, département, parc naturel.

Nous sommes devenus un réseau qui crée **avec** et **pour** ces collectivités une méthode et un outil permettant d'évaluer les politiques publiques en matière d'environnement, et plus largement l'impact des politiques sur l'environnement.

La culture d'évaluation, peu répandue dans notre pays, fait souvent peur aux élus. Ils craignent en effet que leur collectivité ne soit classée au cours de ce processus, comme on a pu, malheureusement le voir par le passé, classée sans tenir compte de leur projet, de la spécificité du territoire, de l'Etat des lieux. Alors, jusqu'à une époque récente, plutôt que de prendre à bras le corps cet outil, ils l'ont superbement ignoré, l'intégrant à la culture du bilan. On voit le résultat aujourd'hui, au moins en matière d'environnement.

A cet égard, je voudrais vous raconter une anecdote. M'adressant un jour à un maire sur le thème de sa politique en matière d'environnement, il me répondit : « je fais beaucoup dans ce domaine, Je viens de prendre la décision de construire une usine de traitement de l'eau. Ça va me coûter cher, alors l'évaluation, elle est vite faite, il suffit de regarder les chiffres ! ».

Mais, ce temps est sûrement passé ; du moins je l'espère, parce que devenue obligatoire, elle devient progressivement indispensable et utile aux élus, aux acteurs publics et aux citoyens.

Utile pour les élus, car l'évaluation permet de définir précisément les **objectifs** qu'ils poursuivent et les **buts** qu'ils veulent atteindre dans la mise en œuvre de leur projet, leur donnant plus de clarté, de lisibilité et de cohérence. On ne peut en effet évaluer sans savoir en amont ce que l'on va mesurer in fine. Le politique doit se questionner comme il doit être questionné.

A ce sujet, je raconterai à nouveau une anecdote qui m'a été transmise par Marie-Christine Blandin alors présidente de la Région Nord Pas de Calais : un jour, questionnant le vice-président en charge des sports résolu à construire un nombre significatifs de salles de sport, il fut demandé à l'intéressé « pourquoi » ? Après plusieurs essais infructueux celui-ci répondit « on fait des salles de sport pour faire des salles de sport pour que les gens fassent du sport ». A partir de cette réponse s'ensuivit enfin un inventaire collectif des motivations possibles qui permit au final de dessiner des priorités avec, en conséquences, d'autres choix fondamentaux. C'est la conception même de la politique publique et le travail des services qui s'en sont trouvés profondément modifiés. L'élaboration des indicateurs, la programmation de l'évaluation ainsi que les choix des habitants s'en sont donc trouvés très largement facilités.

C'est aussi, pour les élus, un moyen permanent d'infléchissement des politiques en fonction de l'état des finances et/ou des événements extérieurs venant de changer les règles du contrat passé entre lui et les citoyens.

Gain de transparence, gain d'argent, gain de lisibilité et de dialogue, c'est aussi l'outil d'une **meilleure coopération** entre les collectivités.

Pour les techniciens, l'évaluation permet de croiser des informations qui bien souvent ne passent pas la barrière verticale des services. Elle leur permet de porter un regard plus large et plus précis sur le travail qu'ils mènent, de renouer des contacts et des échanges sur la base d'objectifs partagés. Bref, de jouer leur rôle de manière active et motivée.

Enfin, l'évaluation est indispensable aux citoyens. La crise de nos démocraties représentatives et la perte de confiance des populations envers leurs dirigeants est grave. Elle découle souvent d'un sentiment d'impuissance liée au manque de lisibilité de l'action publique. Il en résulte un sentiment d'impuissance et, alors que les élus ont des difficultés à expliquer leurs projets – leurs hésitations – leurs priorités, eux ne croient plus en leur capacité de changer les choses.

Les citoyens savent bien que dans l'action publique il y a ce qui se voit (la salle de sport, l'usine de potabilisation) et ce qui ne se voit pas (la vie associative, l'accueil des immigrés, la qualité de l'air...) mais ils peinent à identifier le tout car ils n'ont ni la connaissance – souvent retenue- souvent compliquée- ni l'état des lieux- ni les évolutions factuelles. L'évaluation à partir d'un projet très clairement défini – d'objectifs lisibles leur permet de connaître, de comprendre, d'apprécier, de juger, donc de participer. C'est bien là une des pierres angulaires de ce que l'on appelle la démocratie participative. L'évaluation marque donc, de mon point de vue, **l'avènement réel d'une nouvelle gouvernance**. Elle est l'une des clés de la confiance entre les collectivités et les citoyens lors de la mise en œuvre des projets.

Enfin, je voudrai rajouter que la prise en compte pérenne du développement durable auquel je suis très attachée exige la mise en place d'outils spécifiques comme l'observation, la diffusion des connaissances –veille - suivi d'actions et l'évaluation.

C'est le grand défi que notre réseau s'est donné pour les années à venir.

J'espère qu'ensemble nous serons en mesure de le relever. Avant de laisser la parole à Christian, je tiens à remercier plus particulièrement les techniciens qui ont déployé un travail considérable pour faire de nos deux jours une réussite. Deux permanents, deux contractuels recrutés pour la circonstance, c'est peu, mais je peux vous dire qu'ils y ont mis toute leur énergie et je les remercie.

La Rochelle, le 27 janvier 2005